

BILAN
DE
SESSION

2024
2025

AVANT-PROPOS



**PATRICK
KANNER**

Sénateur
du nord

Président
du groupe
Socialiste,
Écologiste et
Républicain

Après la dissolution de l'été dernier, sans majorité claire, le Parlement aurait pu devenir un lieu de compromis et de dialogue. Le Gouvernement a préféré le passage en force. Cette session a été marquée par un mépris croissant : débats tronqués, instrumentalisation de nos procédures, comme la PPL Duplomb, la PPL sur l'audiovisuel public ou encore la PPL sur la justice des mineurs. Cette dérive institutionnelle, souvent sanctionnée par le Conseil constitutionnel peut être qualifiée de « trumpisation » de la vie politique et fragilise notre République.

Le manifeste immobilisme gouvernemental restera un autre marqueur de cette session. En onze mois, seuls 19 projets de loi ont été examinés, un chiffre dérisoire au regard des enjeux du pays. Le Gouvernement s'est largement reposé sur des PPL, déléguant ainsi la conduite de l'action législative. Cette stratégie traduit un abandon de sa responsabilité première : porter une vision claire et cohérente pour la France. Le Gouvernement ne dirige plus l'action du pays, il se contente d'une gestion *a minima*, dénuée de toute ambition politique.

Sur le plan international, seul un débat a été prévu sur le Moyen-Orient, organisé tardivement, sans réelle volonté d'écoute. À l'heure où les tensions internationales exigent clarté et responsabilité, ce manque de dialogue est préoccupant.

Le bilan économique est tout aussi alarmant : après 8 ans de politique de l'offre, les déficits explosent, les services publics s'effondrent, les collectivités sont

exsangues. À ces dernières, Emmanuel Macron a supprimé de nombreuses recettes, imposé de nouvelles responsabilités sans les concerter. Nous avons censuré le Gouvernement de Michel Barnier à l'automne sur la base de ces constats. Pourtant, François Bayrou s'obstine : un nouveau plan d'austérité de 44 milliards d'euros vient d'être annoncé et une fois de plus, ce sont les plus fragiles qui en paieront le prix. Nous nous y opposerons.

Au premier trimestre 2025, dans le cadre des négociations sur le budget nous avons empêché le déremboursement des médicaments, sauvé 4000 postes dans l'Éducation nationale, exigé une contribution exceptionnelle des plus riches et rouvert le dialogue sur la réforme injuste des retraites. Ces mesures arrachées témoignent de notre volonté d'agir partout où les besoins se font sentir.

En ce sens, notre engagement pour les territoires ultramarins est total. La colère a grondé notamment en Nouvelle-Calédonie et aux Antilles. À chaque occasion, nous avons défendu des mesures concrètes contre la vie chère, pour le logement, et rappelé que la République doit être pleinement présente, partout. C'est pourquoi nous avons organisé un déplacement en Guyane, afin d'être au plus près des préoccupations locales pour écouter et agir.

Cette proximité renforcée avec les territoires se traduit aussi par le renforcement de notre groupe. Nous avons eu le plaisir d'accueillir en janvier dernier un nouveau membre : Saïd Omar Oili, sénateur de Mayotte. C'est un signe de la vitalité de notre engagement et de notre volonté d'incarner une alternative politique crédible, proche des réalités de tous les territoires.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Un projet de loi est un texte déposé par le Gouvernement

Une proposition de loi est un texte déposé par un-e parlementaire

FOCUS

une session marquée par le renoncement gouvernemental

Le Gouvernement, sans majorité à l'Assemblée nationale, n'a présenté que les projets de loi (P JL) auxquels la Constitution le contraint, tels que les lois de finances. Sur les politiques structurantes pour la Nation, le Parlement n'a légiféré que sur des propositions de loi (P PL), y compris pour des lois de programmation.

Dans cette situation, le Parlement ne peut pas travailler correctement. Contrairement aux P JL, les P PL ne bénéficient ni d'une étude d'impact, ni d'un avis du Conseil d'État. Les conséquences, notamment financières et la constitutionnalité d'un texte ne sont pas mesurées en amont de son examen en séance publique.

Deux exemples :

- la réforme de l'audiovisuel public : le coût de la création de la holding France Médias n'est pas mesuré. À l'heure des économies, les sénateurs n'ont pas pu débattre sur des données fiables ;
- la P PL Duplomb : elle réintroduit l'usage de certains pesticides, ce qui va à l'encontre de la Charte de l'environnement qui a valeur constitutionnelle. Elle risque la censure, mais le coup médiatique est porté.

De plus, le Parlement n'a aucune visibilité sur l'agenda parlementaire avec des textes structurants inscrits *in extremis*, empêchant un travail sérieux en commission. Dans le contexte difficile que nous connaissons, le dialogue est impossible lorsque le législateur n'est pas respecté. Au final, ce sont les Françaises et les Français qui paient les conséquences des errances gouvernementales. En surfant sur l'actualité, en faisant des alliances de circonstance, notamment avec le Rassemblement national, le Gouvernement fait le jeu de l'extrême droite.

Objectif élections 2026

Parité

Nous avons déposé une P PL pour établir la parité au sein des exécutifs des intercommunalités et garantir que la proportion de femmes présentes au sein de l'exécutif intercommunal soit au moins équivalente à leur proportion dans l'assemblée délibérante.

Proportionnalité

Nous avons déposé une P PL visant à instaurer une meilleure proportionnalité des effectifs des conseils municipaux. Elle propose d'une part d'abaisser de deux membres l'effectif des conseils municipaux des communes entre 100 et 1500 habitants et d'autre part d'élargir le dispositif d'incomplétude aux conseils municipaux des communes de 500 à 999 habitants.

Frais électoraux

Nous avons déposé une P PL pour mieux indemniser les communes des frais qu'elles engagent et pour simplifier l'organisation des élections pour que les communes n'aient plus à installer des panneaux électoraux dont les candidats ne feraient pas usage.

Réformer le scrutin des élections municipales

Lors des prochaines élections municipales du printemps 2026, l'élection dans les communes de moins de 1000 habitants n'aura plus lieu au scrutin uninominal majoritaire mais au scrutin de liste proportionnel paritaire. Cette réforme défendue avec constance par notre groupe sera un puissant outil de rénovation démocratique, en mettant fin au panachage et à son corolaire, le « tir au pigeon » et en permettant d'atteindre une parité effective dans les conseils municipaux.

POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE

Quand la droite sénatoriale inscrit des textes populistes et démagogiques qui remettent en cause notre état de droit, notre groupe se bat pour une société plus juste, plus ambitieuse, en faveur l'égalité femme-homme et contre toutes les formes de discrimination.

Nous refusons la manipulation de l'actualité pour faire voter des mesures notoirement inconstitutionnelles.



lutter contre les discriminations

15 mai 2025

Nous avons défendu une proposition de loi visant à interdire les contrôles au faciès pour rétablir le lien de confiance entre la police et la population.

Dans une vision répressive et passéiste des missions de la police, la droite sénatoriale a supprimé tous les articles du texte. Pourtant, les forces de l'ordre elles-mêmes s'interrogent sur l'efficacité des contrôles.

Nous nous sommes opposés

La droite sénatoriale a défendu plus de 15 textes qui mettent à mal notre pacte républicain.

Interdire le port de signes religieux dans le sport, aménager le code de la justice pénale des mineurs, renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte, créer une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales...

Nous refusons de jouer le jeu de l'extrême-droite.

défendre la justice sociale

15 mai 2025

Lors de notre niche parlementaire, nous avons défendu l'interdiction des licenciements économiques pour les entreprises profitables de plus de 250 salariés.

La droite sénatoriale a voté contre ce texte.

12 juin 2025

Nous avons voté en faveur de la taxe Zucman.

Alors que le Gouvernement cherche 40 Mds d'€, taxer les ultra-riches pourrait rapporter jusqu'à 20 Mds d'€.

La droite sénatoriale a voté contre ce texte.

3 juillet 2025

Nous avons voté contre la proposition de loi visant à autoriser le travail le 1^{er} mai.

Pour notre groupe, il faut préserver ce acquis social des attaques de la droite.



assurer la justice et la sécurité pour toutes et tous

4 février 2025

Tout en nous opposant à la vision caricaturale de la droite, nous avons voté pour la PPL visant à sortir la France du narcotrafic, issue des travaux de la commission d'enquête présidée par Jérôme Durain. Nous avons voulu donner à la police et à la justice les moyens de lutter contre ce fléau qui touche tous les territoires.

18 juin 2025

Nous avons voté en faveur de la proposition de loi qui introduit la notion de consentement dans la définition pénale du viol.

Après le procès Pélicot, une réaction parlementaire s'imposait.

Violences dans les établissements scolaires

Nous avons demandé au Sénat la création d'une commission d'enquête sur les violences dans les établissements scolaires suite aux révélations de Médiapart sur l'établissement Bétharram.

Rejeté par la droite sénatoriale.

Nous nous sommes opposés au PLFSS et au PLF 2025, projets d'un gouvernement qui cherche à aider les puissants au détriment des plus fragiles. Nous avons cherché la voie d'un dialogue exigeant en décembre et en janvier et obtenus des victoires, insuffisantes mais vitales, pour les Français-es, telles que le non gel des pensions de retraite, l'absence d'augmentation des taxes sur l'électricité, la non-suppression de 4000 postes à l'éducation nationale ou encore la hausse de la fiscalité des plus hauts revenus. Les annonces du Premier ministre de juillet 2025 montrent que nous devons continuer à nous battre pour protéger notre modèle social.

2

AGIR POUR LES TERRITOIRES

Nos collectivités territoriales ont été injustement fragilisées par les décisions gouvernementales. Alors qu'elles sont au plus près des citoyen.ne.s, elles perdent progressivement leur autonomie et leurs moyens d'action.

Parce que nous voulons défendre tous les territoires de la République, nous avons inscrit trois textes pour les populations et territoires ultramarins sur les dix possibles en niche parlementaire.



aménagement du territoire

ZAN

L'objectif du zéro artificialisation nette des sols (ZAN) en 2050 a mis en lumière le rôle du sol et la nécessité d'en prendre soin par un urbanisme adapté.

Nous avons dénoncé la volonté de la droite d'assouplir les objectifs du ZAN.

Le changement climatique est une réalité que la droite semble nier.

Transports

La conférence sur le financement des mobilités permet d'engager une réflexion sur les investissements nécessaires à ces infrastructures essentielles pour la vie quotidienne des Français.

Nous veillerons à ce que les conclusions soient respectées et au dépôt d'une loi de programmation pour les transports.

fiscalité

Airbnb

Nous avons voté pour la régulation du marché des meublés touristiques en donnant du pouvoir aux maires et en s'attaquant à une niche fiscale abusive.

Un texte important dans la crise du logement que traverse notre pays et pour permettre à chacun de son loger sur son territoire de vie.

Autonomie fiscale des collectivités

La suppression de la taxe d'habitation et la remise en cause des impôts de production ont mis à mal l'autonomie fiscale des collectivités. Notre groupe dénonce cette politique. Nous votons contre toutes les mesures qui remettent en cause les ressources des collectivités et leurs capacités fiscales. Nous refusons toute mesure qui ne compense pas intégralement des transferts de compétence afin de ne pas amputer davantage les marges de manœuvre financières et donc politiques des collectivités territoriales.



Outre-mer

Mars 2025 : Mayotte

Notre groupe demande une commission d'enquête sur les conséquences du cyclone Chido.

Chlordécone

Nous avons défendu en niche la PPL visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone.

Notre texte est adopté par le Sénat

Vie chère

Nous avons lutté concrètement contre la vie chère en défendant deux PPL :

encadrer les loyers ;
renforcer la transparence des prix et des marges outre-mer.

Nos textes sont adoptés par le Sénat

Avril 2025

déplacement en Guyane

Nous sommes allés à la rencontre des élus, acteurs locaux et habitants.

nombreuses visites et rencontres faites sur place et de formuler des propositions sur des thématique variées : désenclavement du territoire, accompagnement des jeunes ultramarins, sécurité des habitants, disponibilité du foncier, soutien au tissu économique local, évolution statutaire...

Il est temps de pleinement soutenir la Guyane pour qu'elle puisse développer ses potentiels et mieux faire connaître ses atouts.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Une niche parlementaire est un temps réservé (4 heures au Sénat) où un groupe politique décide l'ordre du jour législatif. Notre groupe dispose de 5 niches par session où il présente 10 textes.

3 POUR DÉFENDRE NOTRE ENVIRONNEMENT

Le Gouvernement et la droite sénatoriale refusent d'engager notre pays vers la transition écologique. Il faut pourtant prendre un virage net que chacune et chacun puisse vivre correctement demain. L'urgence climatique et les tensions mondiales actuelles devraient pourtant nous engager vers un modèle plus durable et résilient.



protéger l'eau, notre bien commun

Commission d'enquête sur l'eau en bouteille

Notre groupe a utilisé son droit de tirage pour enquêter sur Nestlé Waters, suite aux révélations des journaux.

Les conclusions dénoncent : un vrai manquement de l'État sur la transparence et les contrôles ; des pratiques illégales de filtrage de l'eau minérale naturelle. La commission met en garde contre un risque sanitaire potentiel.

Protéger les aires de captage

Dans notre niche parlementaire, nous avons défendu une PPL pour interdire l'utilisation et le stockage de pesticides et d'engrais minéraux dans les zones de protection des aires d'alimentation des captages d'eau potable.

Alors que la qualité de l'eau se dégrade et que la dépollution crée des surcoûts, ce texte était utile et urgent.

La droite a rejeté le texte.

mener une vie large



Fast fashion

Nous avons voté en faveur de la PPL visant à lutter contre le phénomène croissant de la mode éphémère dont les conséquences économiques, sociales et environnementales sont catastrophiques.

Mieux restaurer le bâti ancien

Dans notre niche parlementaire, nous avons défendu la PPL visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien.

Il faut prendre en compte les grands oubliés de la transition énergétique. La rénovation énergétique adaptée est un enjeu environnement, patrimonial et social.

Notre texte est adopté par le Sénat

Garantir un mix énergétique équilibré

C'est une PPL qui a remplacé un PJJ de programmation énergétique. Sans avis du Conseil d'État, notre groupe a défendu un mix énergétique reposant sur le parc nucléaire existant et sur les énergies renouvelables.



agriculture durable

PPL Duplomb

Nous nous sommes opposés à un texte rétrograde qui acte un retour en arrière de plus de 10 ans en matière agricole, sanitaire et environnementale.

Elle porte un coup aux principes constitutionnels de la Charte de l'environnement de 2005.

Nous avons déposé un recours auprès du Conseil constitutionnel.

Non à la remise en cause de l'Office français de la biodiversité

Un rapport de la droite sénatoriale remet en cause une partie des missions de l'OFB et le travail des agents de sur le terrain.

Nous nous opposons à la dépénalisation de certaines infractions environnementales proposées par ce rapport.

Souveraineté alimentaire

Censé offrir des perspectives à nos agriculteurs, ce PJJ a généré frustration et colère.

Au-delà de la déception, ce projet de loi acte des reculs environnementaux inacceptables à l'heure du changement climatique. Nous avons voté contre ce texte qui n'est à la hauteur ni des enjeux actuels, ni des attentes des agriculteurs qui veulent vivre dignement de leur métier.

4 FAIRE LE PARI DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE

Notre groupe affirme sa confiance dans l'éducation institutionnelle, populaire et sportive, . Elle doit rester une priorité nationale. Notre groupe souhaite une éducation plus juste, plus inclusive, plus mixte, sans violence ni pression sur des enfants en pleine construction.

Défendre l'éducation, c'est défendre les principes de notre République : égalité des chances, dignité des individus et construction d'un avenir commun. C'est forts de cette conviction que nous nous sommes battus pour défendre l'école publique, la liberté académique, le sport et le pluralisme et l'indépendance des médias.



défendre l'école de la République

Lutter contre la ségrégation scolaire

Nous avons défendu une PPL pour assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements publics et privés sous contrat.

La France est l'un des pays où le milieu social des élèves conditionne le plus leur réussite scolaire et le fossé s'accroît entre l'origine sociale des élèves dans le public et dans le privé. La mixité doit être une priorité pour que tous les élèves aient les mêmes chances de réussite.

La droite a rejeté le texte.

Combattre la ségrégation universitaire

Nous avons déposé une PPL pour réguler l'enseignement privé à but lucratif. Ce secteur est en pleine expansion pourtant il est mal régulé. Nous voulons protéger les étudiants de ce système parfois opaque qui mise sur la crainte de ParcoursSup.

Ce texte a aussi été déposé à l'Assemblée nationale.

défendre l'accès au sport



JO et JO.P 2024

Comme nos concitoyen-ne-s, notre groupe s'est enthousiasmé pour le succès des jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Nous défendons l'héritage des Jeux et le renforcement du sport dans la société.

Cependant, nous continuerons de veiller à ce que les mesures sécuritaires exceptionnelles expérimentées pendant les JO et JO.P ne soient pas prolongées sans évaluation.

Laïcité dans le sport

Nous nous sommes opposés à un texte très extrémiste, qui ouvre une brèche dans l'état de droit en stigmatisant une seule religion. Il conforte la politique globale anti immigration menée par Bruno Retailleau et porte le risque de renforcer le communautarisme.

Réguler le sport professionnel

Nous avons amélioré la PPL relative à l'organisation du sport professionnel. Un texte important pour mieux gérer la transformation du modèle économique du sport professionnel.

défendre la liberté de la presse

17 octobre 2024

Dans notre niche parlementaire, nous avons défendu l'indépendance des médias et protection des journalistes. Ce texte améliore la protection du secret des sources des journalistes et impose plus de transparence aux GAFAM pour la rémunération des droits voisins presse et agence de presse.

Adopté par le Sénat mais amoindri par la droite.

Préserver l'audiovisuel public

Nous avons combattu, point par point, la réforme de l'audiovisuel public défendue par Rachida Dati qui n'a fait l'objet d'aucune étude d'impact, ni d'avis du Conseil d'Etat. Ce texte dangereux, qui prévoit la fusion de France Télévisions, Radio France et de l'INA vers une holding unique, France Médias, suscite l'inquiétude d'une mise sous tutelle de l'État, avec un risque de contrôle politique accru sur l'information publique.

Sur la forme, le Sénat a eu moins de 24h pour amender cette PPL.

Ce manque de considération pour le travail parlementaire est scandaleux.

Nous déposerons un recours auprès du Conseil constitutionnel.





POUR UNE EUROPE À LA HAUTEUR DES ENJEUX

Notre groupe défend une Europe ambitieuse et solidaire, fondée sur la démocratie et l'état de droit, autonome et compétitive sans sacrifier ni la transition écologique, ni la lutte contre les inégalités. Dans un contexte de remise en cause du multilatéralisme et du droit international, l'Union européenne doit défendre son cadre régulateur et en montrer la pertinence. L'heure n'est pas au repli, mais à l'affirmation de l'Europe comme modèle de référence.



contre le sacrifice du Pacte vert sur l'autel de la simplification

10 mars 2025

En séance, notre groupe a mis en garde contre le risque de remise en cause des législations du Pacte vert sous prétexte de simplification (obligations de *reporting* et devoir de vigilance pour les entreprises). Simplifier n'est ni déréguler, ni détricoter les acquis sociaux et environnementaux qui sont les piliers d'une compétitivité juste et durable.

3 avril 2025 et 29 avril 2025

En séance, nous avons réitéré notre opposition à la dérégulation, qui constitue un contresens historique. Nombreuses sont les entreprises qui ont compris l'intérêt stratégique à s'engager dans la transition et qui attendent les investissements massifs nécessaires, pourtant largement préconisés par les rapports Draghi et Letta.

renforcer notre souveraineté numérique

18 avril 2025

À l'initiative de notre groupe, le Sénat adopte une résolution européenne visant à garantir l'application stricte du cadre réglementaire numérique européen et à renforcer la souveraineté numérique de l'Union européenne face aux manipulations et ingérences étrangères.

10 avril 2025

En séance, nous avons demandé à ce que la Commission européenne fasse preuve de fermeté à l'égard des géants du numérique et permette le développement de nos propres infrastructures et acteurs européens souverains.

12 mai 2025

Dans un avis motivé, nous avons alerté sur le risque d'affaiblissement de la première législation en matière d'IA et défendu le renforcement de la législation européenne pour les droits d'auteurs face au développement de l'IA.



renforcer notre capacité de sécurité collective

8 avril 2025

En séance, notre groupe a soutenu la proposition d'emprunts européens massifs en matière de défense (SAFE 150 Mds), tout en soulignant son insuffisance : les investissements pour la paix ne peuvent se faire au détriment de notre modèle social européen (politiques de cohésion, politiques sociales et environnementales). Nous ne pourrions construire une Europe puissante en fragilisant nos sociétés.

Le cadre européen offre aujourd'hui une valeur ajoutée pour la mutualisation des efforts à la fois en termes de financements, de R&D et de coopérations industrielles. Il faut remédier à la fragmentation de l'industrie de défense européenne grâce aux achats conjoints et à la préférence européenne. La défense européenne doit être envisagée comme un bien commun européen, qui participe à la sauvegarde de nos démocraties et du projet européen, aujourd'hui attaqués.



POUR UN MONDE EN PAIX

Dans un contexte international instable marqué par le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis, l'enlèvement de la guerre en Ukraine, la situation critique au Proche-Orient, le retour des tensions dans les Balkans et les défis croissants liés à la souveraineté stratégique de la France et de l'Europe, nous avons défendu une ligne claire et exigeante : défendre la démocratie, promouvoir une diplomatie française cohérente et renforcer la solidarité internationale.



défendre la démocratie et la souveraineté

Soutien résolu à l'Ukraine

Nous défendons l'intensification des livraisons d'équipements. Nous avons interpellé le Gouvernement sur la saisie des avoirs russes gelés.

Nous avons écrit au président de la République pour présenter nos propositions de modernisation de notre politique de défense : développement de la réserve, agir sur l'attractivité des armées, création d'un livret d'épargne « défense souveraineté ».

Nous avons rappelé la nécessité d'associer le Parlement à la révision de la Revue nationale stratégique. Plusieurs propositions du Sénat sont reprises dans le document final.

Nous avons créé un groupe de travail sur la doctrine socialiste en matière de défense réunissant les commissions des affaires étrangères, des finances et des affaires européennes.



engagement pour la paix au Proche-Orient

Nous appelons à la reconnaissance de l'État de Palestine tout en assurant la sécurité d'Israël et à la libération des otages. Le droit international humanitaire doit être respecté à Gaza.

Pour éviter de reproduire les échecs du passé, il faut changer de méthode et tirer les enseignements de ce qui ne fonctionne pas depuis si longtemps. Seul un accord de paix fondé sur un changement de paradigme pourra en assurer la pérennité.

Nous avons créé le groupe de travail « Israël/Palestine, une solution pour deux États » qui a procédé à de nombreuses auditions. Nous formulons des propositions qui ne transigent pas sur les faits. Le respect du droit international et la coopération internationale restent notre boussole.



solidarité internationale et aide au développement

Nous avons suivi rigoureusement l'application de la loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales du 4 août 2021. Pour notre groupe, l'aide publique au développement est un devoir moral et politique pour répondre aux enjeux de solidarité internationale et de réduction des inégalités Nord-Sud.

Nous avons combattu les coupes budgétaires de l'APD dans le projet de loi de finances pour 2025.

Nous défendons une taxe sur les transactions financières solidaire : ainsi que la mise en place d'une mission de contrôle sur Euroclear.

Nous avons défendu une proposition de résolution sur Haïti pour dénoncer les trafics d'armes et proposer une action humanitaire d'envergure.

Nous avons demandé la création d'une commission d'enquête sur les naufrages et les disparitions de migrants en mer Méditerranée et dans la Manche.

Nous avons aussi proposé

Les sénatrices et sénateurs disposent de l'initiative parlementaire. À ce titre, ils peuvent rédiger des propositions de loi. Lors de la session 2024-2025, notre groupe a déposé 61 textes, soit 22 de plus que l'an passé.

lutter contre la précarité énergétique

Il faut sortir les ménages modestes du «racket» énergétique. Le poids de la facture énergétique dans le budget des ménages n'a cessé de s'accroître ces dernières années et a explosé avec la crise énergétique. Ces dépenses captives pèsent fortement sur le budget des ménages : 3,2 millions de ménages ont dépensé plus de 8% de leurs revenus pour payer les factures énergétiques.

Notre PPL vise à créer une tarification spéciale de l'électricité, applicable de droit aux occupants d'un logement social ainsi qu'aux consommateurs vulnérables ou en situation de précarité énergétique.

Le texte prévoit d'interdire totalement les coupures d'électricité pour les ménages bénéficiaires de la tarification spéciale.

garantir la liberté académique

La liberté académique des enseignants et des chercheurs n'est pas définie, ni garantie aujourd'hui. Nous avons déposé une PPL pour inscrire dans la loi ses trois dimensions : la liberté d'enseignement, la liberté de recherche et la liberté d'expression des chercheurs et des enseignants-chercheurs.

garantir le financement de l'audiovisuel public

La suppression de la redevance a fragilisé le budget de l'audiovisuel public. Notre groupe défend une contribution rénovée et progressive.

**Retrouver
toutes
nos PPL**



mieux encadrer les établissements d'enseignement privés

Nous avons déposé une PPL qui vise à renforcer les contrôles dans les établissements privés sous contrat et hors contrat afin de veiller au respect des exigences en matière de pédagogie, de sécurité, de salubrité et de moralité. Il s'agit aussi de contrôler les conditions de leur financement, afin de mieux lutter contre de potentiels conflits d'intérêts.

élever Alfred Dreyfus au grade de général de brigade à titre posthume

Cette PPL est un impératif moral qui revêt un caractère symbolique. Elle contribue à renforcer le troisième pilier qui fonde l'efficacité du collectif militaire : la force morale. Dans un contexte où la France doit se préparer aux défis des conflits actuels et futurs, cette initiative représente également une opportunité précieuse de renforcer le lien indissociable entre l'armée et la Nation, en réaffirmant les valeurs fondamentales de justice et d'honneur qui les unissent.

Nos travaux de contrôle

Commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés



Créée à notre initiative, les travaux de la commission d'enquête s'appuient sur les révélations de la presse dénonçant les pratiques illégales de certaines entreprises des eaux embouteillées. La commission d'enquête met en lumière un grave dysfonctionnement de l'État, trop dépendant des industriels et un besoin urgent de restructuration du dispositif de contrôle et de transparence, renforcé par des moyens opérationnels et législatifs. Le rapport vise à restaurer la confiance du consommateur et formule 28 propositions.

Commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État

Nous avons dénoncé avec force les conclusions de cette commission d'enquête des Républicains. En proposant la rationalisation ou la suppression de nombreux organismes essentiels à notre vie démocratique, la droite sénatoriale franchit une nouvelle étape dans sa mission de démantèlement de la force publique.

Ce qui doit être mis en cause, c'est le désengagement de l'État dans tous les territoires, ruraux et les plus fragiles; ainsi que l'aggravation alarmante des déséquilibres géographiques. Les élus ont besoin d'un pilotage, d'un suivi et d'une évaluation de l'action de l'État dans les territoires.

Commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française

Nous avons présidé cette commission d'enquête. Cette dernière a fait le constat que la commande publique, qui représente 400 milliards d'euros par an, souffre d'un pilotage politique défaillant, qui ne lui permet pas de jouer pleinement son rôle d'accélérateur des transitions écologique et sociale. Elle a également mis en lumière les insuffisances de l'État en matière de protection des données publiques hébergées en ligne et de mise en œuvre des dispositions visant développer la commande publique responsable, ainsi que les contraintes parfois excessives qui pèsent sur les acheteurs publics.

Nos colloques

Hommage à Robert Badinter - 09 décembre 2024

Nous avons organisé un colloque hommage à Robert Badinter, en partenariat avec l'institut François Mitterand.

Rétablir le lien de confiance entre la police et la population - 15 mai 2025

Nous avons organisé un colloque en lien avec la PPL que nous défendons en séance publique avec des experts et des témoins.

Aide publique au développement et agriculture - 19 juin 2025

Un colloque avec des experts, ONG et acteurs engagés qui a permis de débattre des enjeux essentiels de l'aide publique au développement.

Séminaire de lutte contre l'extrême-droite - 24 octobre 2024

Une rencontre pour avoir un état des lieux de l'extrême-droite en France et en Europe et créer des armes collectives de lutte contre leurs idées nauséabondes.

CHIFFRES CLES*

65

sénatrices &
sénateurs

61

textes
déposés

788

heures de
séance publique

111

rapports
rédigés

2215

amendements
déposés

7

textes
socialistes
adoptés

245

amendements
adoptés

90

questions au
gouvernement

851

questions
écrites

103

questions
orales